

Converger vers la souveraineté populaire ?

Emiliano Arpin-Simonetti

Numéro 767, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69777ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arpin-Simonetti, E. (2013). Converger vers la souveraineté populaire ?
Relations, (767), 4-5.



Converger vers la souveraineté populaire?

Plus que l'unité des partis indépendantistes, c'est la confluence des militants et des groupes de la société civile qui a marqué le premier congrès de la Convergence nationale.

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

L'auteur est secrétaire de rédaction à *Relations*

Indispensable à la réalisation du projet d'indépendance du Québec, la convergence de toutes les forces souverainistes, en particulier les partis, ne sera pas facile à réaliser. Les participants du premier congrès de la Convergence nationale, organisé par le Nouveau mouvement pour le Québec, du 24 au 26 mai dernier, ont pu le constater.

Les lignes de fracture qui ont conduit, au cours des dernières années, à l'éclatement de la coalition que constituait le Parti québécois (PQ) depuis sa création sont en effet toujours présentes et se sont même creusées. D'une part, la gauche indépendantiste incarnée par Québec solidaire (QS) reproche entre autres au PQ de Pauline Marois de ne pas avoir su s'écarter de la voie

néolibérale empruntée sous Lucien Bouchard et d'avoir délaissé pour de bon son option sociale-démocrate au profit du dogme du déficit zéro. D'autre part, certains indépendantistes plus « pressés », notamment à Option nationale (ON), rejettent la stratégie péquiste de la « gouvernance souverainiste » qui, dans les faits, tient plus du fédéralisme asymétrique que de l'indépendantisme.

Dans ce contexte, les rapprochements entre le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale s'annonçaient difficiles, d'autant que Pauline Marois a appelé, peu avant la tenue du congrès de la Convergence nationale, au sabotage des autres partis indépendantistes au nom de « la cause ». Québec solidaire était par ailleurs le seul parti à y avoir une délégation officielle – bien qu'il ait formellement exclu toute entente électorale avec le PQ.

Malgré tout, les organisateurs du congrès ont réussi à réunir, in extremis, des représentants des trois partis sur scène, pour le discours final. Il demeure néanmoins évident qu'on est loin d'un pacte électoral, tel que souhaité par les congressistes, qui ont d'ailleurs adopté une série de propositions allant en ce sens lors de l'assemblée plénière qui clôturait le rassemblement.

Nonobstant le peu d'enthousiasme affiché par l'exécutif des partis, les militants de la base étaient présents en grand nombre au congrès. Et, malgré des débats parfois difficiles lors des différents ateliers – notamment celui portant sur la possibilité d'adopter une stratégie d'accession à l'indépendance commune aux trois partis –, l'ambiance était à... la convergence.

S'il est une avancée prometteuse à ce congrès, c'est d'ailleurs de ce côté qu'elle est à chercher. Il a en effet permis de constater qu'en dehors de la joute partisane, tant les militants des



Jacques Goldstyn





différents partis que les membres de divers groupes de la société civile ont un profond désir de mettre ensemble leurs énergies et de redonner à l'action politique son sens plein, soit celui d'une prise en charge collective du devenir commun.

À cet égard, les résolutions adoptées par les congressistes sont de nature à donner des outils à une telle réappropriation citoyenne du projet indépendantiste. Deux propositions, fondées sur le principe de la souveraineté populaire, vont directement en ce sens. Elles sont d'ailleurs en partie issues des discussions qui ont lancé la deuxième phase des États généraux sur la souveraineté du Québec, entamée en avril dernier, signe d'une certaine vitalité de l'engagement citoyen pour l'indépendance en dehors des partis politiques.

La première proposition consistait à réformer le Conseil de la souveraineté du Québec (CSQ) pour en faire un véritable organisme «parapluie» capable de rassembler tous les groupes et individus militant pour l'indépendance, afin de leur redonner l'initiative de la mobilisation et de faire la promotion du projet. Cette proposition s'est entre autres traduite par des changements apportés, peu après le congrès, à la structure décisionnelle du CSQ, dont les partis ont été exclus pour en garantir le statut non partisan et le caractère fédérateur.

La deuxième proposition s'appuie elle aussi sur le principe de la souveraineté populaire, bien que dans une expression moins directe. Les congressistes ont en effet débattu d'une stratégie commune d'accession à l'in-

dépendance qui prendrait acte des échecs passés et, surtout, qui tiendrait compte du pouvoir constituant du peuple québécois. Il s'agirait de faire élire une assemblée constituante, distincte de l'Assemblée nationale, qui serait chargée d'écrire une constitution républicaine pour le Québec. Entérinée par un référendum, cette constitution redonnerait l'initiative au Québec en matière de négociations constitutionnelles avec Ottawa, qui serait alors forcé de négocier de bonne foi, sans quoi le Québec aurait la légitimité de proclamer son indépendance.

Cette démarche ne fait pas l'unanimité, particulièrement au sein des rangs péquistes où plusieurs y voient une source de division. Parce qu'elle s'appuie sur un principe qui dépasse et qui fonde les partis politiques –la souveraineté populaire–, elle constitue néanmoins un terrain d'entente potentiellement intéressant entre le PQ, QS et ON. Un deuxième congrès de la Convergence nationale, qui doit se tenir en 2014, sera d'ailleurs consacré à l'approfondissement de la question des ententes électorales entre les trois partis. Ce sera alors l'occasion de voir s'il est vraiment possible de «faire passer le pays avant les partis», pour reprendre l'un des slogans de la Convergence. ●

De gauche à droite : Jacques Létourneau (CSN), Gilles Grondin (MNQ), Daniel Boyer (FTQ), François Saillant (FRAPRU) et Pierre Guillot-Hurtubise, anciens Partenaires pour la souveraineté. Photo : Emiliano Arpin-Simonetti

Journées sociales du Québec

La 11^e édition du rassemblement bisannuel portait sur le sens à donner aux mobilisations populaires qui secouent le globe depuis la crise de 2008.

NORMAND BREault

«C'est dans ce que les ré-veils populaires *annoncent* que nous saisissons la portée de leur refus, l'ampleur de la transformation à opérer et l'appel à la mobilisation citoyenne qu'ils nous lancent.» C'est en ces mots que la théologienne Yvonne Bergeron a ouvert les 11^e Journées sociales du Québec, qui se tenaient à Rimouski du 24 au 26 mai dernier. En tout, quelque 230 personnes en provenance de 25 diocèses ont pris

part aux discussions sur le thème «Réveils populaires : signe des temps».

Tout au long de la fin de semaine, les nombreuses révoltes populaires qui ont écloso au cours des dernières années ont guidé les réflexions. D'abord, le théologien Guy Côté a présenté une analyse éclairante du printemps érable, qu'il situe dans le contexte mondial des nombreux autres soulèvements : le printemps arabe, les mouvements *Occupy*, les manifestations des Indignés dans les pays européens, le mouvement autochtone *Idle no more...* Autant



L'auteur est collaborateur à Relations